

Martine Tabeaud, Yann Calbérac, Cécile Michoudet
16 novembre 2005

La Cloche, 16 novembre 2005

Chaud devant ! Le regard des médias sur le changement climatique

Pas une semaine sans que l'on ne parle du changement climatique dans les médias. Pourtant, c'est un sujet très controversé sur lequel les spécialistes s'accordent difficilement. Que nous disent les médias du changement climatique ?

Martine Tabeaud a décrypté pour nous les médias. Professeur des Universités à Paris 1, elle s'intéresse, entre autres à la climatologie et à la perception du climat. Elle anime un réseau pluridisciplinaire (avec des ethnologues, des géographes, des sociologues, des physiciens, des médecins... sur cette thématique (<http://www.perceptionclimat.net/>).

En guise d'introduction, Martine Tabeaud commence par différencier le temps et le climat, deux notions très différentes. Le *climat* est la synthèse des conditions atmosphériques à long terme d'un lieu, alors que le *temps* n'est que la manifestation en un moment et un lieu donnés du climat. A partir du temps qu'il fait et qu'on subit, il est légitime de vouloir s'interroger sur les évolutions du climat, même s'il est difficile de passer du temps au climat. Ce sujet semble intéresser largement les médias qui se focalisent sur la seule question du changement climatique. Et ils s'en donnent à cœur joie ! Le climat et son évolution sont un sujet porteur et font régulièrement l'objet de livres ou de gros titres dans les journaux, à la radio ou à la télévision. Pour la presse écrite Martine Tabeaud a étudié *Le Parisien* et *Le Monde* en 2004-2005. Sa présentation mettra l'accent sur ce dernier car c'est un quotidien du soir bien connu pour son sérieux et son statut de référence dans la presse française. Cette année donc, on a parlé chaque semaine du changement climatique auquel le journal consacre entre un et quatre articles par semaine. Ces articles sont principalement publiés dans les rubriques « Aujourd'hui » (rubrique de reportage) et « Climats » nouvelle rubrique créée en 2004 et qui sert à présenter, chaque week end, des articles sur le climat et ses évolutions. Cet exemple précis servira à nourrir une réflexion plus large sur tous les supports médiatiques.

Parler ainsi massivement du changement climatique dans la presse grand public peut partir d'une bonne idée. En effet, cela pourrait permettre d'organiser le transfert des connaissances depuis les scientifiques jusqu'aux décideurs qui ont les moyens d'agir (c'est ce que propose par exemple l'Observatoire National sur le Changement Climatique) voire l'ensemble de la société civile qui peut agir elle aussi à son niveau. Bien plus, il apparaît que ces thématiques sont de bons objets de communication. Mais comment passer de l'information à la communication ? Comment un journal peut-il informer, expliquer, analyser et non relayer un discours ambiant répété *ad nauseam* ? Il faut donc interroger la place et la fonction de ceux qui font passer les messages de la sphère scientifique à celle des décideurs et du grand public ? Qui fait passer les « savoirs savants » sur le changement climatique vers la société civile ?

Le dictionnaire *Le Robert* définit les médias comme « tout support de diffusion massive de l'information : presse, radio, télévision, cinéma, publicité, internet... ». Les médias les plus utilisés par les Français sont la télévision, la radio et la presse écrite qui constituent pour ¾ des Français la principale source d'informations. La télévision joue un rôle dominant en matière d'information : elle permet de diffuser à un grand public des images qui viennent de plus en plus loin et de plus en plus vite. Son audience est sans aucun équivalent avec les conférences ou ouvrages scientifiques. Les médias représentent en France près de 30 000 professionnels qui travaillent essentiellement dans la presse écrite, nationale ou régionale. Ce sont donc les journalistes de presse écrite qui informent tous les autres ; leur position mérite donc d'être interrogée. Au *Monde*, le changement climatique concerne une petite poignée de journalistes ; 5% seulement des articles sont écrits par des intervenants extérieurs.

D'une manière générale, les journalistes actuels ont majoritairement reçu des formations littéraires, qui ne les prédisposent pas à traiter de thèmes scientifiques aussi pointus que le changement climatique. Les scientifiques de formation travaillent principalement dans les revues spécialisées et non dans la presse généraliste. Il n'y a donc aucun spécialiste du changement climatique dans les médias généralistes, ce qui est d'autant plus normal que ce thème fait largement appel à la pluridisciplinarité. Les journalistes ne sont donc qu'imparfaitement armés pour faire passer dans le grand public les recherches actuelles sur l'évolution du climat.

Quelles sont la liberté et la marge de manœuvre des journalistes pour évoquer ces thématiques ? Ils sont largement dépendants des annonceurs qui financent les journaux grâce à la publicité. La part de la publicité varie selon les médias. Ainsi, la presse écrite est financée à moitié par les ventes et par la publicité. Les chaînes de télévision publiques (comme France 2 ou France 3) sont financées par la publicité et la redevance. Les chaînes privées quant à elles (comme TF1 ou M6) sont financées entièrement par la publicité. On peut s'interroger s'il leur est possible d'aller, dans leurs articles, à l'encontre des annonceurs qui les font vivre. Et comme souvent ces financeurs sont des industriels pollueurs...

Dans tous les médias, les personnalités interrogées - les spécialistes ès changement climatique - sont toujours les mêmes. Ils acquièrent ainsi un statut d'experts scientifiques à l'autorité indiscutable. Cela met en lumière la mauvaise circulation des savoirs entre la sphère scientifique et la sphère médiatique qui réduit la nébuleuse des chercheurs à quelques visages seulement. Les experts ne sont pas choisis pour leurs compétences (que les journalistes tout comme le public ignorent) mais parce que leurs discours dégagent une certaine autorité. Leurs noms passent de journalistes en journalistes en entretenant ainsi la fascination pour le scientifique (souvent limité aux seules disciplines « dures ») censé détenir une parcelle d'une vérité jugée incontestable.

Au-delà de la question de la légitimité, il est intéressant de remarquer que le climat est un reflet des préoccupations des sociétés. Quand la société est réputée stable et immuable, on n'envisage pas les climats dans leurs dynamiques ; on s'intéresse surtout à la météo, c'est-à-dire au temps qu'il fait, à un endroit précis, celui où l'on habite... Aujourd'hui, en même temps que la société évolue en profondeur et se mondialise, on rappelle que le climat évolue sans cesse lui aussi. La mondialisation de nos sociétés a entraîné une globalisation du problème climatique. A présent, on s'intéresse aux climats et à ses évolutions ainsi qu'au temps qu'il fait à l'autre bout de la planète.

Que nous disent les médias sur le changement climatique ? Derrière la diversité de ses formes, le message est très simple. Ainsi, on répète à l'envi que **le réchauffement actuel est un changement car il est anthropique (l'homme acteur et non plus simplement spectateur) et qu'il est lié aux émissions de gaz à effet de serre ; il a déjà commencé et de nombreux aléas en témoignent. Par conséquent, les politiques doivent mettre en œuvre des solutions.** Les autres discours sont rarissimes. Pourquoi une telle unanimité ? Est-ce un effet de la surenchère : « ils en ont parlé, il faut qu'on en parle aussi » ? Les raisons sont plus profondes. Les médias ressassent une seule idée qu'ils contribuent à former. Or la télévision, qui repose sur l'audimat, se doit d'être consensuelle pour s'imposer ; les médias n'ont donc aucun intérêt à faire entendre une voix dissonante et polémique qui remettrait en cause l'idée généralement admise.

Qu'en est-il dans *Le Monde* ? Les trois sujets qui arrivent en tête sont le réchauffement et ses manifestations, les gaz à effet de serre et le protocole de Kyoto. Juste après, arrive la politique climatique américaine, comme si une relation de cause à effet liait le réchauffement global et les Etats-Unis... La place des pays émergents ou les énergies renouvelables sont aussi évoquées. Certains thèmes sont très peu évoqués, comme la difficulté à modéliser le changement climatique et les marges d'erreur de ces modèles, ce qui est pourtant crucial dès que l'on parle de prospective. Le développement des PVD est peu évoqué (sauf pour souligner qu'il peut nuire au climat !), tout comme les conséquences sociétales du réchauffement.

Les sources sont peu nombreuses : l'Agence France Presse publie environ 200 dépêches par an qui sont systématiquement reprises, sans faire l'objet de critiques. Les rapports produits par des organismes indépendants, moins univoques et plus nuancés (comme celui du GIECC dont la dernière édition compte 1932 pages réparties en trois volumes) ne sont pas lus. D'autres sources sont mobilisées, comme les prestigieuses revues anglo-saxonnes *Nature* ou *Science*. Ce sont donc les physiciens et les spécialistes de l'énergie qui ont la cote dans les médias et ont le monopole de la parole et de l'autorité.

La publication de ces articles dans *Le Monde* est assez régulière, même s'ils sont rythmés par les événements de politique internationale (comme une réunion du G8 ou la ratification par un Etat du protocole de Kyoto). Les « anniversaires » font aussi l'objet d'articles (un an après la tempête ou la canicule...) : c'est une manière de rappeler le changement en cours sans pour autant contribuer à la constitution d'une vraie mémoire du risque et du climat.

Le discours sur le changement climatique est donc très pauvre, et se limite à un débat manichéen entre les bons (c'est-à-dire les tenants du changement anthropique, les pays qui ont ratifié le protocole de Kyoto), souvent « écolos » et « de gauche », préoccupés par l'avenir de l'humanité, et les méchants, jugés irresponsables, (que *Le Monde* désigne par la périphrase politiquement correcte de « mauvais élèves »), c'est-à-dire les égoïstes ou faiseurs de profits, les pays qui n'ont pas ratifié Kyoto, les capitalistes et autres pétroliers américains... qui doutent de l'origine uniquement anthropique du réchauffement actuel. Cela alimente un anti-américanisme très présent dans ces débats. Quelques citations l'attestent : « *L'enjeu, au fond, est de savoir quel modèle de consommation adoptera la planète, et notamment les pays en voie de développement : dispendieux à l'américaine, ou plus sobre, à l'européenne ou à la japonaise.* » (Pierre Radanne, janvier 2004) ou « *Le conseil de la Maison Blanche pour la qualité de l'environnement a substantiellement modifié certains rapports scientifiques officiels* » et « *minoré les liens entre les émissions de CO2 provenant des énergies fossiles et le réchauffement climatique.* » (Hervé Morin, juin 2005).

Surtout, le changement climatique est toujours abordé dans une logique catastrophiste déjà ancienne. La peur du déluge est tenace. Ainsi, en 1894 Camille Flammarion dresse la liste des catastrophes possibles. En 1910, le passage de la comète de Halley suscite des craintes : certains pensent que la proximité de la queue de la comète pourrait entraîner la diffusion dans l'atmosphère de gaz cyanogènes causant ainsi la fin du monde. Après Hiroshima et en pleine guerre froide, A. Berger scénarise les conséquences possibles d'un affrontement nucléaire qui pourrait modifier le climat en profondeur. Plus récemment, le passage à l'an 2000 a suscité des peurs millénaristes que l'on croyait disparues depuis longtemps. Cette veine catastrophiste est souvent renforcée par des titres accrocheurs qui envisagent ce problème global par le petit bout de la lorgnette. Au moindre coup de froid on parle de *sibérianisation* ! Citons également le titre de l'article de Denis Delbecq paru dans *Libération* le 29 septembre 2005 : « Effet de serre : le chauffage de la Terre bloqué sur maximum ».

Même les discours scientifiques qui se veulent sérieux se trouvent parasités. Ainsi, l'exposition *Climax* à la Cité des Sciences et de l'Industrie à la Villette a prédit pour 2100 une température à l'intérieur des continents de plus de 40°C entraînant des incendies à répétition et une hausse du niveau de la mer de plus de 90 cm. Rappelons que les modèles présentent d'importantes marges d'erreurs, et que, surtout, les scientifiques ne sont pas d'accord entre eux et reconnaissent qu'ils ne savent pas exactement comment le climat va évoluer.

Pour autant, est-ce que ce matraquage médiatique est efficace ? Est-ce que le message passe correctement auprès du grand public ? Malgré cette couverture médiatique, de nombreuses enquêtes révèlent que les hommes politiques ne prennent pas conscience de l'évolution du climat et de ses conséquences (enquête menée auprès des maires d'Ile-de-France). Les citoyens quant à eux s'en remettent aux « experts » ; ils sont à la fois sages (la moitié d'entre eux n'a pas de certitude tranchée) et schizophrènes (en 2001 67% des Français se disent prêts à changer leur mode de vie pour stopper l'évolution du climat sans toutefois accepter la moindre perte de confort !).

Pour conclure son exposé sur une note d'espoir, Martine Tabeaud rappelle qu'aucune des catastrophes annoncées dans le passé n'a eu lieu ! Il faut aussi faire confiance à l'inventivité de l'homme qui sait trouver des solutions aux problèmes qui se posent à lui...

Débat

Yann Calbérac : Comment le changement climatique est-il perçu dans les autres pays, et en particulier chez les « mauvais élèves » ?

Il y a peu d'enquête sur cette question. Cependant, il semble que le Canada soit bien préparé au changement climatique, mais le réchauffement est vu comme un événement ayant des conséquences positives : les conditions de vie au Canada seraient ainsi plus faciles. De même, le Royaume-Uni a aussi une vision plutôt positive du réchauffement : le rail des tempêtes qui frappent les îles britanniques serait reporté plus au nord, et épargnerait ainsi plus souvent la Grande-Bretagne. Notons à ce sujet que les tempêtes, comme celle qui a touché la France en 1999 provoquant une crise, sont fréquentes en Grande-Bretagne, et leur gestion est mieux organisée.

Sylviane Tabarly : En dehors des revues scientifiques, comme Science et Nature, la presse internationale, et notamment le New York Times, semble présenter des articles plus solides que ceux proposés en France, par exemple au sujet des glaces de l'Arctique. Pourquoi un tel décalage ?

En effet, les notions d'incertitude, de mobilisation, sont davantage exposées. Le message transmis paraît plus sérieux, moins caricatural. L'article sur l'Arctique, expliquant que les glaces pourraient s'accroître avec le réchauffement, puisque les précipitations seraient plus importantes, est paru dans le supplément *New York Times* du *Monde* il y a plus de trois mois. Il y a une quinzaine de jours, la rubrique « Climat » du *Monde* présentait cette information comme un scoop ! On peut donc relever des contradictions, des défaillances dans l'information à l'intérieur d'un même journal. Certains journaux américains semblent avoir, quant à eux, une vision plus complexe et pluridisciplinaire des phénomènes.

Yann Calbérac : Qu'en est-il de la circulation des savoirs entre savants et grand public ? La presse fait référence aux publications de *Science et Nature*, mais d'autres revues, non citées, s'intéressent-elles aussi au changement climatique ?

De nombreux travaux sont ignorés : en particulier, les recherches des Français, par exemple sur les causes solaires et pas seulement anthropiques du réchauffement sont occultées. Un article sur les glaciers, montrant la complexité des choses, a été très vivement critiqué parce qu'il n'entrait pas dans le discours français classique, alors qu'il s'agissait de propositions sérieuses, et pas de provocation gratuite. Les détracteurs sont donc nombreux, biaisant le message. Le discours des Américains percole davantage.

Marie-Christine Doceul : Que faut-il penser des conséquences de ces discours ?

Il est difficile de démêler tous les éléments qui rentrent en considération sur la question du changement climatique, d'où l'impression de « se faire avoir » par les médias, qui ne montrent que ce qu'ils veulent bien montrer. On ne cherche jamais à tout éclaircir, et les véritables débats scientifiques sont occultés.

Yann Callot : Il y a 20 000 ans, les modifications étaient beaucoup plus importantes qu'aujourd'hui, donc il faut aussi relativiser le discours. Par ailleurs, il a été question, dans un contexte de réchauffement global, d'un refroidissement local sur l'Europe : que penser de cette hypothèse ?

Les Américains ont produit plusieurs modèles selon différentes hypothèses sur le changement climatique : le modèle proposant un refroidissement en Europe a été supprimé depuis, au profit de modèles envisageant le réchauffement partout. Le problème vient du fait que l'on bute sur des échelles et sur des idées. Les modèles ne font jamais que reproduire ce qui a déjà été observé. La situation du Drias, il y a 11 000 ans a servi de modèle pour un réchauffement planétaire avec refroidissement en Europe. Les hypothèses transmises par les médias témoignent d'un profond narcissisme : l'homme est au centre de la nature, d'où la prédominance des facteurs anthropiques dans les causes avancées du réchauffement, et le refus des facteurs solaires ; l'hypothèse du refroidissement en Europe a aussi séduit les médias français dans la mesure où elle met en avant une singularité locale.

Yann Callot : La canicule française de 2003 correspond à une année d'hivernage au Sahel. Les évolutions peuvent donc être différentes, donc pourquoi tant de catastrophisme ?

Le catastrophisme ne semble pas justifié pour le réchauffement climatique : plus il fait chaud, plus il y a de vie. Les problèmes effectifs sont ceux de la gestion politique des événements, mais pas du mouvement global.

Le problème vient donc plutôt du fait que l'on ne s'intéresse qu'aux catastrophes, mais pas aux aspects positifs, qui existent bel et bien. Le cas du Sahara est révélateur de cette vision.

C'est la même chose pour le trou de la couche d'ozone : l'évolution est cyclique, avec des hausses et des baisses selon les années, mais on ne parle que des phases d'agrandissement, pas des phases de diminution. On indique parfois que le trou de la couche d'ozone s'est « ré-agrandi », ce qui suppose qu'entre-temps il avait diminué, mais ce moment intermédiaire est passé sous silence. Il s'agit bien d'une incitation au catastrophisme par les médias. Le message de ce café-géo est donc de montrer qu'il ne faut pas accepter tout le discours en bloc : il faut avoir un regard critique sur le message transmis par les médias, et être conscient que l'on a besoin de connaître de nombreux éléments pour pouvoir prendre du recul sur la question.

Jacques Défossé : Il y a une vingtaine d'années, les discours sur le climat étaient rares ; aujourd'hui, ils sont omniprésents. Comment expliquer cette transition ?

Il y a une trentaine d'années, les questions liées au climat ont commencé à intéresser des nouvelles disciplines, particulièrement la physique et la géologie. L'intérêt des géologues s'est fait dans le cadre du questionnement sur les ressources pétrolières et d'une redéfinition de la discipline. La physique et la géologie sont des disciplines qui ont de l'argent et qui ont une visibilité importante auprès des médias. Lorsque le sujet est devenu une priorité pour les chercheurs de ces sciences, la machine s'est emballée.

Jacques Défossé : Qui finance la recherche sur le climat ?

Les recherches sur le changement sont effectuées par des laboratoires publics (Ecole polytechnique, Ecoles normales supérieures, Météo France, etc.). C'est donc avec l'argent du contribuable.

Paul Arnould : La controverse sur les pluies acides reposait finalement sur des lobbies économiques, avec la question des pots catalytiques par exemple. Aujourd'hui, on peut se poser la même question pour le battage médiatique sur le réchauffement climatique : à qui ça profite ?

Le sujet doit profiter à un certain nombre de lobbies ; pour les détracteurs du changement climatique, les pétroliers... pour les tenants... là encore, c'est très flou.

Jacques Défossé : Le discours est entretenu par un écho dans la vie quotidienne : depuis 1988, les crues cévenoles sont nombreuses, donc le public se sent concerné. Les lobbies et le discours ne pourraient pas tenir si longtemps (et les financements continuer d'affluer ?) si des éléments concrets ne venaient pas témoigner de leur pertinence...

Il est vrai que les discours ont un écho auprès du public, car des événements leur donnent sens. L'hypothèse du réchauffement n'est pas contestée. Mais le passé est oublié : il n'y a plus beaucoup de monde pour raconter la crue de 1940 dans les Pyrénées. La canicule de 1911 a fait environ 15 000 morts en France, et celle de 2003, tout autant, mais personne n'a évoqué cet épisode passé. Pour les inondations, la température n'est pas la seule cause : les populations et les vulnérabilités sont différentes. Il faut donc faire attention à ne pas tout mélanger, et à considérer les échelles des événements.

Finalement, la perception n'a-t-elle pas changé plus que le climat lui-même ?

Le problème vient du fait que l'on ne peut pas tout modéliser. Météo France ne peut pas travailler à l'échelle micro et tout prévoir ; la technique existe, et elle est mise en œuvre chaque année pour le tournoi de Roland Garros, mais il est impossible, économiquement et socialement, de l'étendre à des espaces plus vastes. Quant à la question de la perception, elle est évidemment liée à celle de la mémoire. Des populations non méditerranéennes viennent s'installer dans des zones inondables, mais les locaux se gardent bien de leur dire. Ainsi, la

perception change surtout parce que les gens ont changé. Les problèmes sont ceux du suivi, de la gestion et de la mémoire, à prendre en compte.

Jacques Défossé : Le biais dans le message vient du fait que l'on ne sait pas tout, mais le rôle des médias est de donner des informations : du coup, les journalistes vont interroger ceux qui « savent » !

Il faudrait savoir dire « je ne sais pas » : il reste trop de choses inconnues dans le changement climatique pour pouvoir se permettre de faire semblant de tout savoir.

Yann Callot : Le rapport entre les facteurs naturels et anthropiques est un paramètre inconnu : ne sont-ils pas cumulatifs ?

Ces facteurs sont sans doute cumulatifs, et non exclusifs mais on n'en connaît pas les proportions.

Quelle est l'objectivité des modèles ? On a évoqué la contrainte du contribuable, mais il ne semble pas y avoir de remise en cause des fondements des modèles : comment les idéologies sont-elles prises en compte ? Historiquement, les stations de mesures étaient des observatoires astronomiques, situés hors des villes ; aujourd'hui, les stations sont dans les îlots de chaleur des villes : le concept de « réchauffement global » est ainsi fallacieux. Quelle en est la motivation initiale ?

Dans tous les cas, les recherches effectuées sur des modèles sont sérieuses : les chercheurs sont parfaitement conscients des incertitudes, et du fait que les modèles n'intègrent pas tous les facteurs comme par exemple, la vapeur d'eau qui n'est pas prise en compte, car on ne sait pas traiter cette donnée, même si on sait que c'est un facteur important de l'effet de serre. Quoi qu'il en soit, ces modèles même imparfaits, font avancer les choses. Malgré tout, le front scientifique est difficile à tenir face au front médiatique. Prenons un autre exemple qui révèle les ambiguïtés des discours : celui du tramway. Il vient d'être réintégré aux réseaux de transports urbains au nom de la durabilité, alors qu'en fait il est surtout le prétexte à des réaménagements urbains ; historiquement, il y a moins d'un siècle, il avait été abandonné car il provoquait des bouchons.

Yann Calbérac : Dans la période actuelle d'après Guerre Froide, les questions se posent davantage en termes de relations Nord-Sud : dans ce contexte, comment sont pris en compte les discours sur le changement climatique ?

Les médias parlent peu des problèmes des PED. Dans les pays du Sud, le sujet est perçu comme un nouveau colonialisme : les pays du Nord sont des contre modèles, dont le comportement est à dénoncer, car le développement impliquerait une dégradation des conditions climatiques. Ce discours est considéré avec méfiance par les PED, qui le ressentent comme une façon polie de dire « restez pauvres ».

En conclusion, même si aujourd'hui on se trompe de cible dans les efforts réalisés soi-disant pour enrayer le réchauffement climatique, le développement du vélo et l'utilisation des éoliennes par exemple permettent au moins d'améliorer le cadre de vie. Ces changements de comportement ne changent sans doute rien au climat, mais ce sont toujours des initiatives positives.

Compte rendu : Cécile Michoudet et Yann Calbérac (relu et amendé par Martine Tabeaud)
(D'après des notes aimablement fournies par Martine Tabeaud)

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net